

Synthèse

La pénurie d'entrepreneurs prive les pays d'un potentiel d'innovation, de croissance et d'emplois

Tout le monde n'a pas la même possibilité de concrétiser ses projets d'entreprise. Il pourrait y avoir neuf millions de personnes supplémentaires qui créent et gèrent de nouvelles entreprises dans l'Union européenne (UE) - et 35 millions dans les pays de l'OCDE - si tout le monde était aussi actif dans la création d'entreprise que les hommes d'âge moyen (30 à 49 ans). Cela représenterait une augmentation de 50 % des personnes engagées dans la phase initiale de l'entrepreneuriat dans l'UE et de 40 % dans les pays de l'OCDE. Environ trois quarts de ces entrepreneurs «manquants» sont des femmes, la moitié sont âgées de plus de 50 ans et un huitième de moins de 30 ans.

Ces occasions manquées s'expliquent par plusieurs facteurs, notamment une plus grande difficulté d'accès au financement, une insuffisance des compétences, des réseaux sous-développés et des barrières institutionnelles (par exemple, le manque de services de garde d'enfants et le manque de soutien de la part de la société). Ces obstacles sont souvent interdépendants et sont, en moyenne, plus nombreux pour les femmes, les immigrés, les jeunes, les personnes âgées et les chômeurs. Par exemple, tant dans les pays de l'OCDE que de l'UE, les femmes ont moins tendance que les hommes (3 femmes pour 4 hommes) à déclarer qu'elles possèdent les compétences nécessaires pour créer une entreprise. Ces obstacles à la création d'entreprises ont également une incidence sur les taux de survie et de performance des entreprises, ainsi que sur les ambitions en matière d'entrepreneuriat: par exemple, contrairement aux hommes, seules 60 % à 70 % des femmes s'attendent à ce que leur entreprise crée 20 emplois ou plus au cours des cinq prochaines années.

La pandémie de COVID-19 a accentué les inégalités en matière d'entrepreneuriat. Les entrepreneurs issus de groupes sous-représentés et défavorisés étaient davantage susceptibles de voir leur charge de travail se réduire ou d'arrêter leur activité. Par exemple, les résultats de l'enquête OCDE/Facebook/Banque mondiale indiquent qu'en 2020, les entreprises appartenant à des femmes présentaient plus de risques de fermeture que celles appartenant à des hommes. Ainsi, en août 2020, les femmes européennes étaient 20 % plus susceptibles de déclarer qu'elles avaient fermé leur entreprise que leurs homologues masculins. Ces conséquences disproportionnées étaient souvent dues au nombre élevé d'entreprises dans les secteurs les plus durement touchés (tels que l'hôtellerie et les services à la personne), ainsi qu'à un accès plus difficile aux ressources et aux mesures d'aide publiques en raison des critères d'éligibilité.

Une politique d'entrepreneuriat inclusif vise à ouvrir les perspectives entrepreneuriales à toute personne ayant une idée d'entreprise durable, quelles que soient son origine et ses caractéristiques. L'exploitation de ce potentiel inexploité peut permettre de faire émerger de nouvelles idées, de créer des emplois et de contribuer à la croissance économique, autant d'éléments qui sont au cœur des plans de relance économique. Si de nombreux gouvernements apportent un soutien sur mesure à ces groupes, les offres actuelles ne s'attaquent pas toujours de façon adéquate aux préjugés dans les écosystèmes entrepreneuriaux et aux conditions institutionnelles, pas plus qu'elles ne prennent en compte les besoins des différents groupes d'entrepreneurs. Les trois priorités pour les gouvernements sont les suivantes:

1. **Financement:** accroître le financement des start-up, en augmentant en particulier le microfinancement conçu pour les personnes qui font face à des obstacles sur les marchés financiers traditionnels, notamment les femmes, les jeunes et les immigrés. On estime que la demande de microfinancement non-satisfaite dans l'UE s'élève actuellement à 14 milliards d'euros par an. Les gouvernements doivent injecter des capitaux supplémentaires dans ce marché, étant donné que la majorité des prêteurs ciblent des clients issus de groupes sous-représentés et défavorisés.
2. **Compétences:** les entrepreneurs ont besoin de meilleurs programmes d'apprentissage des compétences (notamment sur la culture financière, les compétences numériques et les compétences entrepreneuriales) pour répondre à leurs aspirations et accroître leurs chances de créer des entreprises durables. En général, les déficits de compétences dans ces domaines sont plus importants chez les entrepreneurs issus de groupes sous-représentés et défavorisés. La promotion des services d'accompagnement peut remédier à ces lacunes en améliorant la pertinence des programmes de soutien aux besoins individuels, en particulier pour les personnes qui ont difficilement accès aux programmes de formation.
3. **Soutien sur mesure:** les évaluations montrent que les programmes d'accompagnement personnalisé connaissent en général un plus grand succès, affichent des niveaux de satisfaction élevés et enregistrent de meilleurs résultats que les programmes de soutien généraux. Les entrepreneurs issus de groupes sous-représentés et défavorisés ont besoin d'un soutien plus ciblé (notamment en matière de formation, d'accompagnement et de réseautage social) pour lutter contre les préjugés systémiques et des obstacles plus tenaces à la création d'entreprises. Il y a lieu de prendre en compte les besoins spécifiques de ces différents groupes et les conditions locales, et ce de manière cohérente. Les gouvernements peuvent y parvenir en faisant en sorte que des groupes plus diversifiés participent à l'élaboration des stratégies, et ainsi veiller à ce qu'elles soient adaptées aux différents besoins.

Il est essentiel de réduire les disparités hommes-femmes et générationnelles pour qu'une nouvelle ère entrepreneuriale s'ouvre

Les jeunes créent moins d'entreprises dans l'UE que les personnes âgées de 50 ans et plus

Près d'un quart des 18 millions de personnes ayant participé à la création ou à la gestion d'une nouvelle entreprise dans l'UE en 2020 avaient plus de 50 ans - une part plus importante que celles qui avaient entre 18 et 30 ans. Bien que cette situation soit similaire à celle des pays de l'OCDE non-membres de l'UE, après avoir été ajustée pour tenir compte des différences dans les profils d'âge, ces disparités générationnelles soulèvent des questions pour l'UE, notamment la suivante: comment l'actuelle population des entreprises se renouvellera-t-elle lorsque les entrepreneurs plus âgés arriveront à l'âge de la retraite? Le nombre de personnes partant à la retraite sera particulièrement important chez les travailleurs indépendants puisque 45 % d'entre eux ont plus de 50 ans, alors que les 50 ans et plus représentent un tiers des salariés.

Des efforts doivent être déployés pour aider les jeunes à réaliser leur potentiel entrepreneurial. Les enquêtes indiquent que près de 45 % des étudiants universitaires ont l'intention de créer une entreprise dans les cinq ans suivant l'obtention de leur diplôme, mais seulement 5 % des jeunes âgées de 18 à 30 ans travaillent activement à un projet d'entreprise. Les gouvernements ont réaffirmé leur engagement à soutenir la jeunesse à la suite de la pandémie. L'heure est donc venue de renforcer le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes. Des actions prioritaires doivent remédier au déficit de financement auquel

sont confrontés les jeunes entrepreneurs et améliorer l'attrait des programmes de soutien en prenant mieux en compte les points de vue des jeunes lors de leur élaboration.

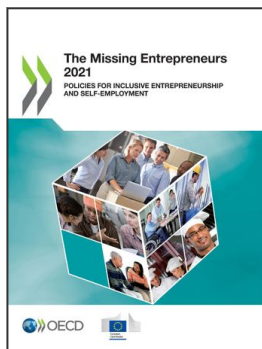
Les femmes sont moins présentes que les hommes dans la création d'entreprise

Les femmes sont moins susceptibles que les hommes de participer à la création et à la gestion de nouvelles entreprises. Sur la période 2016-2020, moins de 5 % des femmes de l'UE ont participé à la création d'une entreprise ou à la gestion d'une entreprise de moins de 42 mois, contre 8 % des hommes. Un écart similaire apparaît dans les pays de l'OCDE où 9 % des femmes ont créé et géré de nouvelles entreprises contre 13 % des hommes. Ces disparités hommes-femmes sont dues à plusieurs facteurs, notamment les obstacles sur les marchés financiers, l'insuffisance des compétences et les conditions institutionnelles qui affectent les motivations. Cet écart entre les sexes représente une occasion manquée de croissance économique.

Les gouvernements peuvent faire davantage pour encourager les aspirations entrepreneuriales des femmes, remédier aux lacunes du marché dans les domaines des compétences et de la finance, et soutenir les femmes entrepreneures qui cherchent à faire grandir leur entreprise. En plus de prendre en compte les conditions institutionnelles qui influencent les décisions entrepreneuriales (par exemple, l'accès aux services de garde d'enfants et la fiscalité), les gouvernements doivent accroître le financement d'initiatives spécifiques et prendre davantage en compte les questions d'égalité homme-femme dans les programmes d'entrepreneuriat généraux en fixant des objectifs en la matière et en suivant les progrès accomplis.

Les immigrés représentent une part croissante des entrepreneurs

Dans l'UE, la part des immigrés parmi les travailleurs indépendants a presque doublé au cours des dix dernières années, passant de 6 % en 2011 à 11 % en 2020. Cette croissance s'explique par différents facteurs, notamment une augmentation des flux migratoires. Toutefois, les politiques relatives à l'entrepreneuriat n'ont pas suffisamment pris en compte cette tendance et le montant des aides publiques n'a que peu varié. Des organisations locales se chargent de combler ces lacunes dans les politiques menées. Un soutien et un financement accrus sont nécessaires pour améliorer la qualité des entreprises créées par les immigrés, afin de maximiser leur chance de devenir durables et d'encourager ces derniers à s'éloigner des secteurs où l'offre est excédentaire. Les gouvernements doivent également davantage chercher à attirer des entrepreneurs à fort potentiel en améliorant leur communication et en simplifiant les exigences administratives pour ceux qui utilisent des visas «start-up».



Extrait de :

The Missing Entrepreneurs 2021

Policies for Inclusive Entrepreneurship and Self-Employment

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/71b7a9bb-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Commission européenne (2022), « Synthèse », dans *The Missing Entrepreneurs 2021 : Policies for Inclusive Entrepreneurship and Self-Employment*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/a75600a1-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.